

# Israël : « Ben Gvir représente une sous-classe de colons exigeant tous les privilèges dérivés de la dépossession des Palestiniens »

mardi 13 décembre 2022, par [TZOREFF Avi-ram](#) (Date de rédaction antérieure : 1er décembre 2022).

**Le 1<sup>er</sup> novembre, alors que les sondages de sortie des urnes des élections israéliennes étaient publiés, j'ai changé de chaîne pour regarder Kan, chaîne de télévision d'Etat israélienne. Après avoir diffusé le discours de victoire d'Itamar Ben Gvir - son parti d'extrême droite, le Sionisme religieux, a remporté 14 sièges, ce qui en fait le troisième plus grand parti de la nouvelle Knesset - le panel du studio a commencé à discuter des raisons de son ascension spectaculaire. [Le nouveau gouvernement - qui devrait s'articuler autour de Netanyahu-Ben Gvir et Smotrich - n'est pas encore en place en date du 5 décembre].**

Sommaire

- [Disposer d'une part du butin](#)
- [Le chemin vers le pouvoir juif](#)
- [La réponse ? La décolonisation](#)

Il y a encore quelques années, Ben Gvir, qui est à la tête de la faction Otzma Yehudit (Force juive, créé en 2012) du Sionisme religieux, était considéré comme un extrémiste marginal [1]. Mais aujourd'hui, il représente une partie importante de l'opinion publique juive israélienne et est prêt à occuper le poste de « ministre de la Sécurité nationale » d'Israël, avec un portefeuille élargi qui comprendra la responsabilité de la police des frontières - une unité militaire composée de 2000 soldats chargés de surveiller les Palestiniens dans les territoires occupés, de procéder à des arrestations et d'« évacuer » les avant-postes des colonies, qui était jusqu'à présent sous l'autorité de l'armée israélienne.

Le succès de Ben Gvir repose, en partie, sur l'augmentation de la participation électorale, en particulier dans les villes du sud d'Israël, dont les habitants sont en grande partie des Mizrahim (Juifs ayant immigré en Israël depuis des pays arabes ou musulmans, y compris Asie centrale et Inde, ce qui en fait une « mosaïque ethnique ») de la classe ouvrière et moyenne. Ces derniers ont historiquement voté pour le parti sépharade Haredi Shas [11 députés] et le Likoud [32 députés] de Benyamin Netanyahu.

Les panélistes de Kan ont affirmé, à juste titre, que ces nouveaux électeurs de Ben Gvir sont venus en masse pour s'assurer de sa promesse de sécurité personnelle et de meshilut - un terme hébreu signifiant « gouvernance », qui est devenu un mot à la mode à droite pour désigner la nécessité de réprimer ce que Ben Gvir a qualifié comme le « terrorisme interne » des citoyens palestiniens d'Israël contre les Juifs, surtout dans le Néguev/Naqab et les centres urbains historiquement palestiniens connus dans la terminologie israélienne sous le nom de « villes mixtes ». Pour Ben Gvir, les citoyens palestiniens indisciplinés doivent être remis à leur place en utilisant toute la force de l'appareil d'Etat car, comme le demandait rhétoriquement le slogan omniprésent de sa campagne,

« Qui est ici le propriétaire de la terre ? ».

La capacité de Ben Gvir à saisir un problème social, de classe, ethnique et géographique et à le rattacher à une vision raciste du monde s'inspire directement de son maître et mentor, Meir Kahane. En 1984, la campagne réussie de Kahane pour être élu à la Knesset à la tête du parti Kach a concentré son discours sur le thème du « travail juif », suscitant le soutien des électeurs Mizrahi de la classe ouvrière qui avaient été lésés financièrement par l'afflux de Palestiniens des territoires occupés sur le marché du travail israélien après 1967.

Ce que Kahane et Ben Gvir ont réussi à exploiter, c'est la discrimination et la marginalisation que les Mizrahim subissent depuis des décennies de la part de l'establishment ashkénaze-sioniste de l'Etat, qui a produit une sous-classe ethnique au sein de la société juive israélienne. L'alignement historique entre la classe supérieure et moyenne ashkénaze et les partis sionistes de gauche ou centristes d'Israël a, à son tour, produit une affinité de longue date entre les Mizrahim et les partis de droite. Elle a commencé avec l'élection du « bouleversement » de 1977 qui a vu le Likoud nationaliste prendre le pouvoir pour la première fois [le Likoud obtient 33,4% des voix], et qui s'est renforcée depuis le premier retour au pouvoir de Netanyahou en 2009 [il avait été premier ministre de 1996 à 1999]. Et si le butin colonial de 1948 a surtout profité aux Ashkénazes, l'établissement de colonies sur les terres palestiniennes spoliées dans les territoires occupés depuis 1967, ainsi que la néolibéralisation de l'économie israélienne depuis les années 1980, ont permis aux Mizrahim et à d'autres groupes juifs israéliens marginalisés de prendre davantage pied.

Parmi les panélistes de l'émission de la chaîne Kan diffusée le soir des élections, personne n'a contesté le cadre proposé par Ben Gvir pour comprendre la meshilut. Tout le monde semblait être d'accord avec lui - ils étaient simplement mal à l'aise face à son manque de respectabilité et ses appels ouverts à la violence. Pas un seul panéliste n'a présenté une explication alternative pour comprendre comment son parti d'extrême droite a pu devenir le troisième plus grand parti du pays. Pas une seule personne n'a souligné la nature brutale de la violence d'Etat israélienne et la façon dont elle crée des conditions difficiles pour ses citoyens les plus défavorisés, ni présenté d'idées sur la façon de changer cette situation.

La discussion a été, en substance, une nouvelle expression de la politique d'une grande vacuité qui définit le bloc « tout le monde sauf Bibi », incarné par le « gouvernement du changement » sortant dirigé par Naftali Bennett et Yair Lapid. La politique de respectabilité/normalisation a été le principe directeur de ce bloc au cours des deux dernières années. Ils veulent que leur violence soit habillée d'un costume et d'une cravate : une violence respectable exercée par des dirigeants respectables, et non - Dieu nous en préserve - l'extrémisme d'une brute qui n'hésite pas à sortir son arme contre des Palestiniens à Cheikh Jarrah [quartier à majorité palestinienne de Jérusalem-Est].

La politique de respectabilité est, au fond, la politique d'une aristocratie bourgeoise. Elle a peur de parler au public, ou de représenter un mouvement populaire de base. C'est, en fait, tout le contraire de la politique de gauche. Cependant, dans ce contexte, il est facile de voir comment l'ascension d'une figure telle que Ben Gvir, et les questions qu'il soulève, sont directement liées au fait que la société juive en Israël est une société de colons. C'est également une preuve de la façon dont l'ascension sociale de sous-groupes qui étaient autrefois exclus du pouvoir se produit simultanément avec l'approfondissement du contrôle colonial.

### **Disposer d'une part du butin**

L'historiographie états-unienne qualifie la période qui a suivi la victoire d'Andrew Jackson à la présidentielle de 1828 d'« ère de l'homme ordinaire », marquant un tournant dans l'équilibre des

pouvoirs au sein de la société coloniale blanche des Etats-Unis. Avant l'ascension de Jackson, les leviers du pouvoir étaient actionnés par des personnalités issues du segment plus ancien et privilégié de cette société. Ce groupe vivait principalement dans les grandes villes des régions du nord-est des Etats-Unis, mais la population qu'il représentait était de moins en moins nombreuse.

Entre-temps, les Etats-Unis ont vu naître de nouveaux groupes sociaux – tels que les jeunes agriculteurs et les immigrants d'Europe qui se sont installés dans les régions occidentales, dans ce qu'on appelle la « frontière américaine » – qui ont exigé de disposer d'une place autour de la table. Ils prônaient une politique d'expansion illimitée, qui ne reconnaissait pas les alliances conclues et les traités signés avec les Amérindiens, et exigeaient que le gouvernement fédéral soutienne leur prise de contrôle par la force et le capital d'un plus grand nombre de terres indigènes. En d'autres termes, les jeunes groupes de colons – qui n'appartiennent pas à la vieille garde qui s'est déjà établie sur les terres conquises – veulent poursuivre la colonisation pour servir leurs propres intérêts.

L'arrivée au pouvoir de Jackson – un fermier du Tennessee considéré comme un self-made-man et l'incarnation de l'entrepreneur américain – était considérée comme une expression de la « démocratisation » et une victoire des masses contre l'establishment aristocratique. Cette image était, bien entendu, un produit des limites étroites de la société des colons blancs américains, tandis que « le peuple » que Jackson prétendait représenter, faisant partie de cette société, se sentait en droit de bénéficier du butin et des privilèges découlant de la dépossession de la population autochtone.

En effet, Jackson a fait étalage de ses antécédents violents à cette fin : que ce soit en tant que commandant de l'armée américaine ou en tant que président, il était directement responsable de l'expropriation des terres et du transfert forcé de population des tribus indigènes, et il a activement sapé la validité des traités que le gouvernement fédéral avait précédemment signés.

L'expression la plus marquante de cette politique brutale fut l'expulsion des Cherokees, effectuée au mépris flagrant d'une décision explicite de la Cour suprême des Etats-Unis – considérée par Jackson comme l'un des symboles de l'ancienne élite – qui avait affirmé la validité des traités fédéraux. En 1838, sous le mandat de son successeur, Martin Van Buren [1837-1841], l'armée américaine expulse 18 000 Cherokees de leurs terres en Géorgie. Ils ont été contraints de parcourir des milliers de kilomètres à pied, sans provisions ni nourriture, au-delà du fleuve Mississippi, sur ce qui sera connu sous le nom de « Piste des larmes ». Des milliers de personnes sont mortes au cours de cette marche de la mort.

Dans ce contexte, même les indigènes, victimes directes du régime suprémaciste, sont parfois contraints de placer leurs espoirs dans la vieille garde et ses institutions les plus appréciées, car ils reconnaissent dans les colons anti-élites un danger sans doute plus grave. Les modèles de violence des colons sont différents : alors que l'élite établie représente la « violence respectable », qui est réglementée par des accords avec les indigènes, la nouvelle élite promeut la violence de l'individu, le colon poussant plus à l'ouest, dont le symbole ultime est le shérif – l'homme qui fait respecter « la loi et l'ordre » contre la résistance des indigènes à la colonisation.

## **Le chemin vers le pouvoir juif**

L'analogie entre les Etats-Unis du début du XIX<sup>e</sup> siècle et Israël en 2022 est loin d'être parfaite. Mais il est difficile de ne pas reconnaître de nombreux parallèles.

D'une part, Ben Gvir est le représentant d'un groupe de population qui faisait partie intégrante de

l'élite des colons et qui a pu profiter des fruits de la colonisation : le secteur religieux-sioniste. Dans le « gouvernement du changement », le courant « respectable » de ce secteur était principalement représenté à la Knesset par l'ancien Premier ministre Naftali Bennett, dont la décision de ne pas se présenter aux élections après l'effondrement du gouvernement a laissé un vide que Ben Gvir et son colistier national-religieux, Bezalel Smotrich [Parti sioniste religieux], n'étaient que trop disposés à combler.

Mais la popularité de Ben Gvir a également grimpé en flèche parmi les groupes privés de leurs droits et n'appartenant pas à l'élite, comme le montre l'augmentation des taux de vote en faveur de son parti dans le Néguev, les « villes mixtes » et les villes à prédominance Mizrahi du sud. Ce sont ces électeurs qu'il a enrôlés dans sa campagne pour rappeler aux non-Juifs qui sont les « propriétaires de la terre » - notamment à la suite des violences intercommunautaires de mai 2021 [voir à ce propos les articles publiés sur ce site en date du 21 mai et du 26 mai 2021].

Alors que les Palestiniens de Jérusalem se soulevaient contre les brutalités policières dans la vieille ville et la prise de contrôle par les colons du quartier de Cheikh Jarrah, et au milieu d'un nouvel assaut israélien sur Gaza, ce qui est devenu l'« Intifada de l'unité » a également vu la violence éclater entre Juifs et Palestiniens dans les « villes mixtes » à une échelle qui n'avait pas été observée depuis 1948. A Lod/Lydd, Ramle, Haïfa, Akka et Jaffa, des émeutiers envahissent les rues à la recherche de personnes à lyncher, entraînant la mort de deux Juifs et d'un Palestinien. Les Palestiniens font l'objet d'une campagne d'arrestations massives tandis que les responsables juifs, souvent soutenus par des policiers, bénéficient de beaucoup plus d'indulgence de la part des autorités israéliennes.

Cette violence intercommunautaire, dont les victimes juives étaient majoritairement issues de populations marginalisées, a suscité une vague de soutien au discours de Ben Gvir « mort aux terroristes » et à ses propositions d'expulsion des citoyens palestiniens « déloyaux ». Lors de la précédente élection de mars 2021, Ben Gvir avait obtenu un peu plus de cinq pour cent du total des voix ; lors du tour de ce mois-ci, il a obtenu près de 11 pour cent (10,84).

Ben Gvir a également largement bénéficié d'un processus important qui s'est déroulé parmi les électeurs haredi et mizrahi traditionnels depuis la mort du grand rabbin séfaraite et chef spirituel du Shas, le rabbin Ovadia Yosef, en 2013. Pendant son mandat, et malgré de nombreuses remarques racistes et incendiaires visant des Arabes non juifs, Ovadia a largement réussi à endiguer l'ultra-nationalisme, et en particulier le kahanisme [du rabbin Kahane, assassiné à New York en novembre 1990], en tant que force politique au sein de la base électorale de Shas, même si le parti s'est engagé dans le camp de droite de Netanyahu. Le successeur d'Ovadia, le rabbin Meir Mazuz, qui a des positions ouvertement nationalistes, a depuis lors permis et validé le kahanisme parmi ces électeurs.



*Hameau de Masafer Yatta détruit. (Keren Manor/Activestills.org)*

Le fait que le slogan de campagne de Ben Gvir pue la violence et le suprémacisme ne doit pas nous faire oublier que le bloc « tout le monde sauf Bibi » se considère également comme les propriétaires du pays. L'horrible bilan du gouvernement précédent - qui a présidé à une forte augmentation de la

violence meurtrière contre les Palestiniens en Cisjordanie, l'autorisation d'un nettoyage ethnique de masse à Masafer Yatta [confiscation de terres et démolition de maisons d'une population vivant de l'agriculture et de l'élevage dans cette zone semi-désertique au sud-est d'Hébron, sous prétexte de terrains d'entraînement militaire] et la mise hors la loi de six organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme - devrait suffire à nous rappeler la violence incessante et omniprésente de l'ancienne élite.

Pourtant, la puissance du slogan de Ben Gvir vient du fait qu'il s'adresse précisément aux membres de la société des colons qui n'ont pas le sentiment d'être les seigneurs, et qui n'ont pas bénéficié de tous les fruits de la suprématie juive, malgré leur appartenance au groupe puissant. A partir de là, le chemin pour revendiquer le « pouvoir juif » n'est pas très long.

Dans sa tentative de dépeindre des régions comme le Néguev comme des régions dépourvues de meshilut, il les a transformées en une frontière, un Far West, et lui-même en un shérif venu faire régner l'ordre dans le coin, pour protéger les acquis de la colonie, plutôt que de dépendre de l'ancien establishment, dont l'opulence aristocratique a engendré la complaisance. Le fait de voir Ben Gvir sortir son arme de poing à Cheikh Jarrah, un quartier palestinien qui est au centre de son attention depuis qu'il est devenu un symbole de l'Intifada de l'unité l'année dernière, ne fait que renforcer son portrait de shérif qui n'est lié par aucune loi.

## **La réponse ? La décolonisation**

Ceux qui connaissent un tant soit peu la présence massive de la police dans les villages bédouins non reconnus du Naqab - une présence qui n'a pas pour but de lutter contre la montée de la criminalité, mais de démolir les maisons bédouines - savent à quel point toute affirmation sur l'absence de « maintien de l'ordre » dans la région est risible. Et pourtant, on peut se demander comment les slogans de Ben Gvir lui ont valu un tel pouvoir politique.

Au cours de l'année dernière, qui était une année de shmita (année sabbatique pour l'agriculture selon la Torah) au cours de laquelle la plantation d'arbres est interdite par la loi juive, le grand rabbinat d'Israël a autorisé la transgression de la shmita dans les cas où il était nécessaire « d'occuper des terres ». Cette politique s'est manifestée par des plantations entreprises par le Jewish National Fund en janvier sur les terres du village bédouin de Sa'wa al-Atrash. La résistance non-violente des résidents locaux a été présentée dans les médias israéliens comme un déchaînement violent et dangereux. Ben Gvir a été l'un des premiers dirigeants politiques à arriver sur les lieux et à exiger le meshilut.

Une fois que la criminalité dans la société palestinienne - qui touche en premier lieu les citoyens arabes - commencera à toucher également des citoyens juifs, les premiers à en faire l'expérience seront les membres des classes inférieures juives, et en particulier les propriétaires de petites entreprises, qui seront contraints de verser de l'argent aux rackets de protection dirigés par les familles criminelles arabes dans les villes du sud d'Israël. La capacité de Ben Gvir à reconnaître la vulnérabilité de ces Israéliens juifs, et à en faire un thème de campagne, est en partie le secret de son succès. Selon lui, toute forme de crime violent perpétré par des citoyens palestiniens contre des Juifs s'apparente à de la violence nationaliste - du terrorisme - et la seule réponse appropriée est le pouvoir nationaliste, afin que ses partisans bénéficient eux aussi des fruits de la suprématie juive.

Comme l'a écrit Orly Noy (voir article du 3 novembre sur +972), dans la lutte entre le shérif Ben Gvir et les généraux israéliens, représentés par le parti de l'Unité nationale de Benny Gantz, le shérif a obtenu la victoire en représentant la lutte jeune et débridée contre l'élite militaire établie (Gantz). Cette prétendue « démocratisation » semble presque inévitable, tant qu'elle continue à se

dérouler dans les limites claires de l'ordre colonial.

Une opposition substantielle à Ben Gvir – qui va au-delà de la politique de respectabilité d'une bourgeoisie israélienne sous le choc [aujourd'hui elle s'oppose publiquement à la nomination du dirigeant, Avi Maoz, du parti ultra-réactionnaire Noam, à la tête du système éducatif, voir à ce sujet l'article de Amira Hass dans Haaretz du 5 décembre 2022] – ne peut donc se développer qu'en proposant une véritable alternative politique au cadre qu'il offre, qui inclut la prise en compte des besoins matériels et politiques des personnes qu'il représente actuellement. Une telle alternative ne peut découler que d'un appel clair à la décolonisation allant du fleuve à la mer, et d'un solide rejet de l'ordre économique néolibéral. Cela signifie qu'il faut dénouer le nœud gordien qui relie, dans l'imaginaire des colons israéliens, la revendication démocratique justifiée d'une pleine participation au système politique à l'ordre colonial de la suprématie juive.

Pour ce faire, nous devons adopter un nouveau langage politique : un langage qui rejette l'idée que la justice peut être recherchée par une distribution plus égale du butin colonial parmi la société des colons, mais un langage qui cherche plutôt à démanteler l'ordre colonial dans son ensemble.

**Avi-ram Tzoreff**

---

**P.-S.**

• Article publié sur le site israélien +972, le 1<sup>er</sup> décembre 2022 ; traduction rédaction A l'Encontre e 6 décembre 2022 :

<http://alencontre.org/moyenorient/palestine/israel-ben-gvir-represente-une-sous-classe-de-colons-exigeant-tous-les-privileges-derives-de-la-depossession-des-palestiniens.html>

• Avi-ram Tzoreff est un post-doctorant de l'Académie Polonsky à l'Institut Van-Leer de Jérusalem.

---

**Notes**

[1] Sylvain Cyper a publié sur le site Orient XXI, en date du 5 décembre 2022, un article intitulé « Itamar Ben Gvir, l'ascension d'un fasciste israélien vers le pouvoir ». (Réd. A l'Encontre)